France•Kurdistan
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCE-KURDISTAN

NOTE SUR LA SITUATION DES KURDES D'IRAN

Compte-tenu de l'actualité en Iran et des informations contradictoires délivrées par D. Trump, des confusions ont pu surgir sur la situation des Kurdes.
Après le communiqué de France - Kurdistan publié le 2 mars 2026, que nous vous joignons à nouveau, nous souhaitons vous apporter des repères sur le temps long et des précisions pour mieux saisir le contexte présent.

L'Iran compte actuellement 86 millions d'habitants dont 10 millions de Kurdes. Ils constituent depuis longtemps un groupe massif de dissidence face aux différents régimes qui se sont succédé depuis 1945. Ils représentent aussi une référence pour tous les Kurdes de la région dans la mesure où la première République autonome kurde y a vu le jour en 1946. Depuis, les soulèvements sont récurrents. Dès 1979, ils s'opposent à l'ayatollah Khomeini tandis qu'en 2022, après la mort de Masha Jîna Amini, ils généralisent le mouvement « Femmes, vie, liberté »
Aux avant-postes de la révolte de décembre 2025, ils sont, comme d'habitude, les victimes d'une répression d'une ampleur sans précédent. Pour s'en prémunir et organiser une résistance face à Téhéran, le 22 février 2026, cinq partis kurdes (PDKI, Komala, PJAK, PAKet Khabat), aux lignes idéologiques parfois différentes mais disposant d'un fort ancrage populaire, ont ratifié un accord.

Depuis le déclenchement d'une guerre illégale, selon le droit international, par Israël et les Etats-Unis, le Kurdistan iranien ainsi que les quartiers généraux des groupes armés kurdes iraniens stationnés en Irak, subissent des bombardements de la part de ce régime théocratique qui ne cesse de les qualifier de « traîtres ». Ce traitement trouve un écho chez Reza Palahvi qui les désigne comme des « séparatistes » aux objectifs « méprisables » masquant la responsabilité de cette dynastie monarchique sanguinaire dans la situation actuelle.

Actuellement, les Kurdes restent en position d'attente en dépit des affirmations de D. Trump qui prétend les armer pour alimenter un éventuel front intérieur. Si des contacts existent, les Kurdes ont réfuté ces allégations et pour de sérieuses raisons car nul ne sait comment ce conflit va se terminer. Plusieurs hypothèses sont concevables :

- On peut envisager une survie du régime selon deux modalités. La première consisterait dans le maintien des forces en place évoluant vers des formes plus compatibles avec les exigences américaines et israéliennes. Cependant une seconde option pourrait se traduire par une radicalisation en interne suscitant un déchaînement de violence contre les opposants et plus particulièrement les Kurdes et les Baloutches.
- Tout aussi catastrophique serait un retour de la monarchie qui n'a rien appris du passé ni pardonné au peuple iranien.
- Enfin, de nombreux observateurs misent sur une insurrection tenant compte de la récurrence des révoltes en Iran. Or cela nécessite une organisation et un accès à des armements que seuls les Kurdes et les Baloutches possèdent. Actuellement ils n'ont pas les moyens logistiques de faire tomber par eux-mêmes le régime et ne disposent d'aucune garantie d'un soutien pérenne. Les Kurdes n'ont plus l'intention, comme en Syrie, de se transformer en chair à canon pour être abandonnés ensuite. L'expérience du Rojava pèse sur la stratégie des groupes kurdes iraniens. La situation pourrait tourner au désastre si le régime n'était pas vaincu.

Les Kurdes iraniens sont donc confrontés à un lourd dilemme : collaborer avec des partenaires qui n'ont aucune fiabilité ou laisser passer un moment crucial de la vie politique. Pour ces raisons, les Kurdes font preuve d'une extrême prudence.

Le 11 mars 2026.

KISA Roseline, co-présidente de France-Kurdistan
TORRE Pascal, co-président de France-Kurdistan